

# Côte d'Ivoire Une mosaïque fragile

Alors qu'un quart de ses habitants sont de nationalité étrangère, principalement bukinabée, le pays s'érige en laboratoire du vivre-ensemble, comme dans la région cacaoyère de la Nawa. Mais les conflits fonciers et les manipulations politiques peuvent à tout moment le transformer en poudrière

CYRIL BENSIMON  
SOUBRÉ (CÔTE D'IVOIRE) - envoyé spécial

Une pure merveille, ce chopper Original Bravo-S et ses 125 cm<sup>3</sup>. Sur la piste ocre, la petite moto noire se joue des ornières, slalome entre les cacaoyers, tient en équilibre sur un pont pas plus large qu'une latte de parquet, évite sans déraper les poules prêtes à s'aventurer sous ses roues. Est-ce son compteur kilométrique bloqué depuis des lustres sur 666 qui lui donne cette précision diabolique, ou bien plutôt son redoutable pilote? Au guidon, Noël Kaboré connaît chaque plantation, chaque village, de cette route qui quitte la ville de Méagui pour s'aventurer jusqu'au parc national de Taï.

La Nawa est le paradis du cacao et, si la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de petites fèves brunes, cette région du sud-ouest du pays est l'épicentre de sa culture. A elle seule, elle serait le quatrième producteur mondial. Sa culture est vitale pour l'économie du pays. Dans cette zone où la forêt primaire a été avalée pour être transformée en un immense verger, on scrute les fluctuations du cours de cette matière première et les soubresauts du secteur avec attention. L'argent généré est ici le meilleur ciment entre les communautés autochtones et celles venues du Nord, de l'Est ou des pays sahéliens, attirées par les promesses de cette terre fertile.

Méagui est une ville poussiéreuse aux allures de cité du Far West du temps de la ruée vers l'or. De grandes fortunes libanaises tiennent une partie du négoce des fèves avec les multinationales qui viennent s'approvisionner au port de San Pedro, plus au sud; des boutiquiers mauritaniens ou sénégalais se chargent du petit commerce. Mais, ici, « la ville est pour les Burkinabés. Sur cent personnes, nous sommes peut-être quatre-

vingt-cinq », avance Noël Kaboré. Ces chiffres sont peut-être exagérés, mais ils témoignent de l'attractivité de cette région.

Noël Kaboré, 44 ans, s'y est installé il y a vingt ans. « Avant ma naissance, mes parents sont partis à l'aventure du Burkina Faso pour la Côte d'Ivoire, pour chercher de quoi aider la famille », raconte-t-il. Sa famille s'installe à Abidjan, dans le quartier populaire et multiculturel de Treichville. Il fera sa scolarité à Ouagadougou, jusqu'au 15 octobre 1987: « Le jour de l'assassinat de notre président, Thomas Sankara, qui m'a tellement marqué que je n'ai plus eu le cœur d'aller à l'école. » Un premier emploi dans une blanchisserie, puis retour à Abidjan. « En grandissant, j'ai vu que mes parents n'avaient pas les moyens de préparer notre avenir, alors je suis venu à Méagui pour rejoindre un vieux de la famille, relate-t-il. En 2009, après une expérience de chauffeur poids lourd, j'ai acheté deux hectares pour y faire pousser du cacao. » Etranger dans le pays qui l'a vu naître, Noël Kaboré n'est pas non plus propriétaire de la terre qu'il cultive, mais locataire pour quatre-vingt-dix-neuf ans. Selon une loi votée en 1998, le domaine foncier n'appartient qu'aux nationaux, en l'occurrence aux communautés autochtones qui ont souvent cédé l'exploitation d'arpents aux nouveaux arrivants en échange de brouilles. La Constitution, votée par référendum en 2016, a ajouté que « seuls l'Etat, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes peuvent accéder à la propriété foncière rurale ».

## LA PALME DE L'HOSPITALITÉ

Mémoire de ses compatriotes de la région qui, à l'en croire, seraient « environ un million », soit approximativement la moitié de la population totale, le consul honoraire du Burkina Faso à Soubré, préfecture de la Nawa, Jean de Dieu Zoungui, 75 ans « à peu près », dont soixante en Côte d'Ivoire, raconte que, au début des années 1980, « les

gens de la région ont commencé à céder des terres contre une bouteille de gin, de vin ou un poulet, pour honorer les fétiches ». Les jalousies, les querelles d'argent et d'héritage, les doubles ou triples cessions faute de titre de propriété, les expulsions violentes, les dénonciations d'une invasion venue de l'extérieur viendront plus tard, sur cette terre qui n'a encore jamais été cadastrée. « Pour maintenir la bonne entente, chaque année, nous faisons un geste pour la famille de celui qui nous a accueillis. Pour leurs cérémonies, on leur donne un coup de main. Quand il y a des funérailles, on les aide financièrement », explique Noël Kaboré.

A une centaine de kilomètres au nord de Méagui, avec ses toits de tôle et ses maisons bétonnées, Yacolidabouo n'accédera certainement jamais au statut de village de charme. Pour le sens de l'hospitalité, en revanche, il peut remporter la palme. Lorsqu'un étranger est annoncé, il est accueilli par l'ensemble des notables du coin. Un magnifique coq blanc lui est offert pour lui souhaiter bonheur, prospérité et lui offrir toutes les protections pour l'avenir. « Avoir un étranger chez soi, c'est un privilège pour nous,

les Bété [communauté autochtone]. Celui qui en reçoit beaucoup est bien vu, c'est le signe qu'il est un homme bon », dit doctement Ika Sérébo, le chef des lieux. Sous un préau ombragé se sont installés côte à côte les chefs coutumiers des bourgades alentour, mais aussi Christophe Boukongo, le représentant de la communauté burkinabée dans le conseil du village, dont les ressortissants sont si nombreux qu'« on ne peut même pas les compter », dit-il en plaisantant.

Yacolidabouo, 3500 âmes, est installé en plein cœur de cette Côte d'Ivoire assise sur une agriculture de rente. La terre constitue ici le socle des richesses et la base d'une partie des conflits des deux dernières décennies. Qui est ivoirien et qui ne l'est pas? A qui appartient la terre? Ces questions, manipu-

lées politiquement, ont menacé de faire voler en éclats la mosaïque ivoirienne, petite Amérique d'Afrique de l'Ouest où les populations étrangères représentent un quart des habitants, selon le recensement effectué en 2014. Il n'existe aucun décompte exact, car la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) est un espace ouvert dont les ressortissants peuvent circuler d'un pays à l'autre sans visa, mais, d'après plusieurs sources officielles, les étrangers représenteraient en réalité environ 40 % de la population totale. Société métisse, la Côte d'Ivoire est à la fois un laboratoire du vivre-ensemble et une poudrière que les figures politiques de ces vingt-cinq dernières années ont à plusieurs reprises menacé de faire exploser.

Selon le rapport « Comment les immigrés contribuent à l'économie des pays en développement », publié, début 2018, par l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Organisation internationale du travail, 59 % des immigrés en Côte d'Ivoire sont originaires du Burkina Faso et 16 % du Mali, et sont, pour près de la moitié d'entre eux, employés dans le domaine agricole. Au Nigeria et en Afrique du Sud, les deux autres principaux pôles d'immigration du continent africain, ce sont respectivement les industries pétrolière et minière qui ont servi d'aimants à des populations généralement venues des Etats voisins. Selon les estimations, entre 70 % et 80 % des migrations africaines se font à l'intérieur du continent. L'harmonie est parfois difficile; chaque pays a connu des flambées xénophobes.

« Ici, la seule politique qui nous intéresse, c'est de créer de la richesse. Nous votons mais, le plus important, c'est d'être indépendants financièrement pour ne pas être tributaires des politiciens », prévient Ika Sérébo. L'histoire agricole de Yacolidabou se confond avec celle des migrations issues des pays sahéliens, mais aussi du centre-est de la Côte d'Ivoire, le pays baoulé, et du nord, d'où sont originaires les populations regroupées sous le terme générique de « Dioula ».

Il y a d'abord eu la culture du riz, puis celle du maïs, du café, de l'anacarde qui fut « un

échec », dit le chef. « A partir de 1975, le boom du cacao est arrivé, et tout le monde n'a fait que ça. Puis, dans les années 1990, ce fut l'hévéa, qui donne de la sève dix mois sur douze, alors que le cacao ne permet qu'une seule grande récolte, mais dont le prix est passé en vingt ans de 700 francs CFA [1,06 euro] le kilo, en moyenne, à 200 francs CFA, ce qui nous a tous appauvris et amenés à revenir à l'agriculture vivrière. »

Les sols qui s'épuisent, les changements climatiques qui font que l'on ne sait plus quand viendra la pluie », les espaces à cultiver qui s'amenuisent faute de forêts encore à défricher, les cours des matières premières qui fluctuent, et dont on ne se rappelle que les baisses : voilà quelques éléments de nature à perturber la cohabitation entre communautés... « Non, coupe Ika Sérébo. Nous avons tous les mêmes souffrances. Le secret est que chacun possède un peu de plantations. C'est quand on commence à croire que ceux qui viennent de l'extérieur ont tout que cela crée des problèmes. »

#### DES ÉVÉNEMENTS QUI UNISSENT

Au fil de la discussion affluent les taquineries – « Les Burkinabés aiment bien marier les filles bété, mais, toi, tu envoies tes filles se marier au Burkina », lance l'un des notables à Christophe Boukongo sous les rires de l'assis-

tance –, mais aussi le récit d'événements qui unissent durablement. En 2011, les ex-rebelles devenus les Forces républicaines de Côte d'Ivoire ont traversé la zone, pour chasser, à Abidjan, Laurent Gbagbo, un Bété fils de la région, d'un fauteuil présidentiel qu'il ne voulait pas quitter: « Les Burkinabés et les Dioula ont protégé les Bété. Par peur d'être attaqués, nous sommes allés nous cacher en brousse, dans les campements des Burkinabés. Ils nous apportaient à manger, nous informaient de ce qui se passait chez nous », confie le chef de la localité de Lilyo.

Toute la Côte d'Ivoire, tant s'en faut, n'a pas connu et ne connaît pas cette même bienveillance mutuelle. A environ 200 kilomètres au nord-ouest, la zone des villes de Duékoué, Toulepleu et Guiglo fut le théâtre, en 2011, de massacres perpétrés selon une logique de représailles entre communautés. Des centaines de morts et des haines qui ne se sont pas dissipées, d'autant que la justice

n'a jamais été rendue et que la compétition pour les terres demeure vive dans cette région forestière frontalière du Liberia.

Pour comprendre la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui et ses tumultes récents, il faut remonter le temps. A l'époque coloniale, le pays fut pensé comme une vaste plantation destinée à l'exportation de cacao, de café, de caoutchouc et d'huile de palme. Le sociologue Francis Akindès expliquait, en 2004, dans *Le Racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire* (Codesria): « Des vagues successives d'immigrations économiques ont alimenté le besoin croissant de ressources humaines sur les différents chantiers de la basse Côte d'Ivoire [entre 1932 et 1947, une large part de la Haute-Volta, qui deviendra, en 1984, le Burkina Faso, fut rattachée à son voisin méridional sous le nom de Haute Côte d'Ivoire]. Entre 1920 et 1940, le système d'approvisionnement en main-d'œuvre reposait sur un mécanisme dans lequel s'entremêlent volontariat, réquisition obligatoire des travailleurs voltaïques acheminés vers la Côte d'Ivoire. Pour cela, des subventions spéciales étaient octroyées à la société des chemins de fer pour convoyer gratuitement la main-d'œuvre vers le sud de la Côte d'Ivoire, avec la complicité des syndicats interprofessionnels des employeurs de Côte d'Ivoire, des chefs coutumiers voltaïques pour assurer l'approvisionnement gratuit de cette main-d'œuvre. »

Lorsque survint l'indépendance, en 1960, le président Félix Houphouët-Boigny, père fondateur et grand architecte de la nation ivoirienne, poursuivit cette politique d'ouverture sur l'extérieur. Des populations du Bénin, du Togo, du Mali, de Guinée, du Sénégal, et plus encore de l'actuel Burkina Faso, affluèrent, contribuant largement au développement du pays et à sa vitalité économique. Le chef de l'Etat affirmait que « la terre appartient à celui qui la met en valeur » et permit aux étrangers venus de la Cedeao de participer aux élections afin de s'assurer un plébiscite. « Du bétail électoral », dénonça l'opposition au tournant des années 1990, alors que la Côte d'Ivoire s'ouvrait au multipartisme.

Ces années-là seront le tombeau du « miracle ivoirien » et de ses 10 % de croissance annuelle reposant, pour l'essentiel, sur une agriculture de rente. Le prix du café et du cacao chuta de

plus de moitié sur le marché mondial, par rapport à celui d'une décennie plus tôt. Alors que Félix Houphouët-Boigny est malade et vieillissant, son pays perclus de dettes se voit contraint d'accepter un programme d'ajustement structurel imposé par les bailleurs de fonds internationaux. Des coupes sévères

sont opérées dans les dépenses publiques, poussant des masses de petits fonctionnaires au chômage à retourner vers une terre qu'ils avaient cédée aux populations venues du Sahel ou à des migrants de l'intérieur. La mort du « Vieux », en 1993, et la guerre de succession qui s'ensuivit accélèrent la plongée vers l'abîme.

Avec pour principal souci d'éliminer de la course au pouvoir Alassane Ouattara, le premier ministre d'Houphouët-Boigny et candidat des Ivoiriens du Nord, le nouveau chef de l'Etat, Henri Konan Bédié, introduit dans le champ politique le concept d'« ivoirité ». Celui-ci établit une séparation entre Ivoiriens « de souche » et Ivoiriens « de circonstance ». L'étranger devient bouc émissaire et l'on parle désormais officiellement d'un « seuil du tolérable largement dépassé » en matière d'immigration. Du fait de leur proximité culturelle avec les migrants venus du Mali et du Burkina Faso, les populations du nord du pays voient leur citoyenneté contestée.

#### « XÉNOPHOBIE : ET ALORS ? »

En 1998, une loi interdit l'accès à la propriété foncière aux étrangers. En novembre 1999, à Tabou, dans l'extrême sud-ouest du pays, un conflit autour de la terre dégénère et provoque la fuite de 17 000 Burkinabés vers leur pays d'origine. Lorsque Laurent Gbagbo prend le pouvoir, fin 2000, il maintient ce cap nationaliste. Le pays est mûr pour la rébellion. Elle éclate en septembre 2002, avec le soutien du Burkina Faso. A Ouagadougou, le président d'alors, Blaise Compaoré, s'alarme de voir revenir des centaines de milliers de ressortissants avec les conséquences sociales et politiques que cela induirait. « On ne pouvait pas laisser faire. La Côte d'Ivoire, c'est notre profondeur stratégique », expliquait, avant sa mort, Salif Diallo, qui fut l'un des très proches conseillers de M. Compaoré. Ironie de l'histoire, ce dernier est désormais réfugié en Côte d'Ivoire où il s'est vu offrir la nationalité, afin d'échapper à la justice de son pays.

Des préparatifs de l'insurrection au Burkina Faso, des années de guerre, de la période où l'on voyait surgir dans les manifestations « patriotiques », à Abidjan, des slogans tels que « Xénophobie : Y a quoi ? » (« xénophobie : et alors ? »), Messamba Koné, ex-chef rebelle devenu préfet de la Nawa, ne souhaite pas parler. Dans son grand bureau lambrissé et climatisé à 16 °C, il assure que son « seul souci est de préserver la cohésion sociale, de maintenir la paix à tout prix entre les autochtones, qui sont très accueillants, et ceux qui viennent du Burkina, où la vie est dure comme caillou ».

A écouter les représentants des différentes communautés et les acteurs politiques de la région, Soubéré et ses environs sont demeurés des modèles de cohabitation durant les années de crise. « Les relations étaient plus apaisées car, ici, le brassage est très fort. Dans les familles dioula, on trouve forcément des Bété et vice versa. Les acteurs politiques et administratifs de l'époque ont aussi fait un travail de fond pour que les communautés continuent de vivre ensemble. Il ne faut pas non plus négliger l'aspect économique : tout le monde avait intérêt à ce que Soubéré ne brûle pas. Si la ville brûlait, une grande partie de l'économie serait partie en fumée », explique Mamadou Karamoko, député suppléant du parti au pouvoir et fils d'une famille de transporteurs originaire du nord du pays.

Cependant, en visitant le chef coutumier de la région, Roland Zobré Digebeu, « et sa notabilité », il ne faut pas longtemps pour comprendre que de grandes frustrations restent

enfouies dans les cœurs. Après les précautions d'usage, rappelant que « *le chef ne fait pas de politique* », on nous explique : « *Les frères que nous accueillons ne respectent pas les conventions. On leur donne un hectare et, dès que vous tournez les dos, ils font venir leurs frères pour en cultiver trois. Ils ne participent pas au développement, se croient chefs de village au même titre que nous-mêmes. Et, bien souvent, l'administration les soutient.* »

Ange Séri (le nom a été changé), 33 ans et nouvellement chômeur, souscrit à tous ces griefs. La photo de Laurent Gbagbo sur son téléphone témoigne sans détour de son orientation politique. Selon lui, « *depuis que le Monsieur [Ouattara, dont il refuse de dire le nom] est arrivé au pouvoir, l'administration et les commerces sont pour les nordistes. Il y a trop de Burkinabés, ils sont partout. Tout cela crée des tensions et l'on se regarde en chiens de faïence* ». Et le jeune homme de poursuivre : « *Je pense que nos parents ont été trop accueillants. A cause de leur générosité et parce qu'ils ont aimé l'argent facile en cédant leurs terres, ils nous ont privés d'opportunités.* » Cette jeunesse sans emploi, ne trouvant sa place ni dans les villes ni dans les villages, a été au temps de la crise, entre 2002 et

2011, la principale ressource des mouvements dits « patriotiques ».

A la tête de l'Agence foncière rurale, Daniel Cheick Bamba mesure l'extrême sensibilité de la mission qui lui a été confiée : aider à délimiter des parcelles dans un pays où, en 2016, à peine 4 % des terres étaient recensées. « *C'est une opération à haut risque ; un rien peut mettre le feu aux poudres. Il faut raser tout le monde et dépolitiser cette question de la terre. Il faut lever les réticences et expliquer aux uns que l'on ne va pas s'organiser pour chasser les étrangers, et aux autres qu'ils doivent mieux s'organiser pour maintenir le vivre-ensemble* », explique ce haut fonctionnaire qui se définit, avec un certain humour, comme « *le fils d'un intégriste musulman du Nord et d'une radicale FPI [le parti de Laurent Gbagbo]* ».

#### INGRATITUDE ET INCOMPRÉHENSIONS

Le sociologue Sosthène Koffi est chargé du « programme foncier rural » au sein de la Fondation Friedrich Naumann pour la liberté, qui, avec le think tank Audace Institut Afrique, a lancé un programme pour que les villageois constituent leurs propres registres. « *Les problèmes partent souvent de questions de gratitude et d'incompréhensions*, explique-t-il. Les

*autochtones disent que les jeunes étrangers passent sur leur moto sans les regarder, qu'ils ont prospéré sans participer à la vie du village. Ils craignent aussi de se voir accaparer leurs terres par de grands groupes ou des personnalités de l'Etat. De l'autre côté, les migrants craignent de se voir arracher la terre qu'ils cultivent depuis des années.* » Mais, selon lui, « *si tout le monde ne dit pas la vérité, il y a toujours dans les villages des "sachants" capables de retracer l'histoire de la terre et ainsi de clarifier les droits de chacun pour limiter les conflits* ».

L'équilibre est fragile. Le grand jeu politique en vue de l'élection présidentielle de 2020 a repris sans que les problèmes de fond de la société ivoirienne aient été réglés, et la crainte est grande de voir ressurgir les vieux thèmes de campagne jouant sur les peurs et les ressentiments. Peut-être la plus grande chance de voir se maintenir cette cohabitation fragile, d'éviter les dérives xénophobes du passé et les réflexes tribaux tient-elle en la lassitude de cette jeunesse qui sert, dans un camp ou dans l'autre, de main-d'œuvre bon marché pour soutenir les ambitions des leaders politiques ivoiriens. « *On ne veut plus revivre ce qui s'est passé entre 2002 et 2011, conclut Ange Séri. Les Ivoiriens sont fatigués de toutes ces palabres.* » ■

**« MON SEUL SOUCI  
EST DE MAINTENIR  
LA PAIX ENTRE  
LES AUTOCHTONES,  
QUI SONT TRÈS  
ACCUEILLANTS,  
ET CEUX QUI  
VIENNENT  
DU BURKINA,  
OÙ LA VIE EST DURE  
COMME CAILLOU »**

**MESSAMBA KONÉ**

ex-chef rebelle,  
préfet de la Nawa

**ETRANGER DANS  
LE PAYS  
QUI L'A VU NAITRE,  
LE BURKINABÉ  
NOËL KABORÉ  
N'EST PAS NON  
PLUS PROPRIÉTAIRE  
DE LA TERRE  
QU'IL CULTIVE,  
MAIS LOCATAIRE  
POUR QUATRE-  
VINGT-DIX-NEUF ANS**

# L'Afrique de l'Ouest, terre d'immigration

Les mouvements migratoires de la région s'effectuent à 65% dans cette zone, contre 10% en Europe

